

# Vaste coup de filet à Hong Kong contre l'opposition pro-démocratie

jeudi 7 janvier 2021, par [Courrier International](#) (Date de rédaction antérieure : 6 janvier 2021).

**Une cinquantaine de figures de l'opposition pro-démocratie ont été arrêtées mercredi à Hong Kong au nom de la récente loi sur la sécurité nationale, dans le plus grand coup de filet mené en vertu de ce texte drastique imposé par Pékin.**

Les autorités chinoises ont engagé en 2020 une reprise en main musclée de l'ex-colonie britannique, un an après une mobilisation populaire sans précédent dans ce territoire semi-autonome depuis sa rétrocession en 1997.

Et ces interpellations, dont beaucoup sont liées aux primaires organisées par l'opposition l'été dernier, en sont une nouvelle illustration.

Plusieurs personnalités et partis d'opposition ont confirmé sur Twitter et Facebook au moins 21 arrestations, la plupart pour des accusations de « sédition ».

Deux sources haut placées au sein de la police ont, sous couvert de l'anonymat, fait état d'« environ 50 » interpellations menées par l'unité chargée d'enquêter sur les infractions relevant de la loi sur la sécurité.

L'opération a visé d'ex-parlementaires pro-démocratie comme James To, Andrew Wan et Lam Cheuk Ting, mais aussi des militants plus jeunes.

Parmi ces derniers, deux ont confirmé leur propre arrestation via Facebook : Gwyneth Ho, une ancienne journaliste de 30 ans passée dans le militantisme, et Tiffany Yuen, une conseillère de district de 27 ans.

Des proches de Joshua Wong, l'un des visages les plus connus de la mouvance pro-démocratie, actuellement incarcéré, ont affirmé sur son compte Facebook que son domicile avait été perquisitionné.

- « Grave provocation » -

La police de Hong Kong n'a officiellement répondu à aucune question sur ce coup de filet, qu'il s'agisse du nombre de personnes arrêtées ou des chefs d'accusation.

Mais des personnalités pro-démocratie ont déclaré que ces arrestations étaient liées aux primaires organisées en juillet par l'opposition avant les législatives qui étaient prévues en septembre.

Ces élections, au cours desquelles l'opposition entendait capitaliser sur la popularité de la mobilisation de 2019, ont été reportées d'un an par le gouvernement au prétexte de l'épidémie.

Le but des primaires, auxquelles plus de 600.000 Hongkongais ont participé, était d'éviter un

éparpillement des votes de l'opposition et de désigner les 35 candidats qui brigueraient ceux des sièges du Conseil législatif (Legco, le parlement local) qui sont attribués au suffrage universel. Les autres sont attribués selon un système alambiqué qui garantit presque à coup sûr la majorité au bloc pro-Pékin.

L'opposition espérait rafler les 35 sièges en question, et être ainsi pour la première fois majoritaire dans la législature.

La Chine avait présenté ces primaires comme une « grave provocation » et affirmé que faire campagne pour prendre le contrôle du parlement pouvait relever de la « subversion », au nom de la loi sur la sécurité nationale qui était entrée en vigueur le 30 juin.

- « Saper » l'action du gouvernement -

Ng Kin-wai, un conseiller de district, a retransmis en direct sur Facebook l'arrivée de la police à son domicile.

« Je vous arrête pour subversion », lui dit un policier. « Vous avez participé à une élection primaire (...) en 2020 pour élire 35 personnes ou plus au Conseil législatif ».

L'agent ajoute que cette primaire « visait à s'ingérer, perturber ou saper gravement » l'action de l'exécutif et relevait par conséquent de la qualification de subversion.

Robert Chung, membre d'un institut de sondage qui avait participé à l'organisation des primaires, a également été arrêté mercredi, selon son collègue Chung Kim-wah.

La loi sur la sécurité nationale a été imposée par Pékin, sans discussion au LegCo, pour répondre à la crise politique de 2019, quand Hong Kong avait pendant des mois été le théâtre de manifestations quasi quotidiennes, et parfois violentes, contre les ingérences de la Chine.

Les critiques de cette loi la présentent comme le dernier clou sur le cercueil de la semi-autonomie hongkongaise, pourtant théoriquement garantie jusqu'en 2047 dans le cadre du principe « Un pays, deux systèmes » qui avait présidé à la rétrocession.

Rédigé de façon très floue, ce qui renforce selon ses détracteurs son caractère menaçant, le texte s'attaque à quatre types de crimes : la sécession, la subversion, le terrorisme et la collusion avec les forces étrangères. Il prévoit des peines de prison à perpétuité.

Les autorités avaient initialement assuré que la loi ne viserait qu'une « extrême minorité ». Mais elle a très vite été invoquée pour étouffer la dissidence et criminaliser l'expression de certaines opinions politiques.

---

## **Courrier International**

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

---

**P.-S.**

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/depeche/vaste-coup-de-filet-hong-kong-contre-lopposition-pro-democratie.afp.com.20210106.doc.8y92ge.xml>